



Communauté de Communes de l'Oust à Brocéliande

Parc d'activités de Tirpen

56140 MALESTROIT

Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine communautaire de Malestroit pour une durée de 5 ans à compter du 11 avril 2026

Annexe complémentaire et indétachable à l'avis de publicité paru au BOAMP

Procédure de délégation de service public en applications des articles R.3126-1 et suivants du code de la commande publique et des articles L. 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales. La publicité est réalisée conformément aux dispositions des articles R.3126-3 et R.3126-4 du code de la commande publique.

DATE REMISE CANDIDATURE : VENDREDI 30 MAI 2025 à 12 heures

Les formulaires d'avis d'appel public à concurrence ne permettant pas de procéder à une publicité exhaustive en raison de la limitation du nombre de caractères, la présente annexe a pour objet de compléter l'avis de publicité. Elle a un caractère indétachable de l'avis de publicité.

CONTEXTE

Dans le cadre de sa compétence, la Communauté de communes de l'Oust à Brocéliande ou « Oust Brocéliande Communauté » (ci-après OBC) dispose d'un équipement aquatique mis en service en 2020. La gestion et l'exploitation de cet équipement sont déléguées depuis son ouverture. La DSP en cours arrivera à terme le 10 avril 2026 et l'OBC a délibéré sur le renouvellement de la gestion déléguée à compter du 11 avril 2026 pour une durée de cinq (5) ans.

Plus spécifiquement, l'équipement comprend :

Des espaces couverts :

- Un bassin sportif / 25m (5 couloirs)
- Un bassin polyvalent de 70m² avec espace balnéo-ludique (jets massants, banquettes à bulles)
- Une pataugeoire

Des espaces extérieurs :

- Un splash-pad avec jeux aquatiques
- Un solarium minéral

En termes de fréquentation, la piscine communautaire affiche une fréquentation en 2024 de 61 727 entrées dont l'accueil des scolaires 1^{er} et 2nd degré (11 891), de l'association sportive d'un collège (382), des pompiers (183). Pour information, il n'y a pas d'organisation de compétitions ni de présence de club de natation.

Il fonctionne avec 13 personnes (1 directeur et 1 assistant ; 1 chef de bassin, 2 MNS, 2 BNSSA dont 1 en formation JEPSAAN) ; 1 responsable technique et 3 agents d'entretien ; 2 hôtesse d'accueil.

L'objectif essentiel de l'OBC est de poursuivre la gestion du service public de la natation (apprentissage « savoir nager » et perfectionnement), le développement des activités ludiques/aqualudiques et l'attractivité de la piscine communautaire.

Les missions suivantes seront à la charge du délégataire :

- Le fonctionnement complet de l'équipement dans toutes ses composantes (organisation, planning, grille tarifaire diversifiée à approuver par le conseil communautaire dans une logique de continuité) ;
- L'accueil des usagers de toute nature en tenant compte des prescriptions de la collectivité contenues dans le dossier de la consultation ;
- Le recrutement des effectifs nécessaires au fonctionnement de la piscine et en l'espèce, la reprise des personnels affectés ;
- L'encaissement des droits d'entrée de toute nature (perception des recettes) et paiement des dépenses ;
- Les propositions afférentes à la politique d'animation et l'animation proprement dite ;
- L'entretien courant, la maintenance préventive ainsi que curative et le gros entretien renouvellement ;
- La prise en charge et la gestion des fluides nécessaires au fonctionnement (eau, gaz et électricité) ;

- Le respect des règles d'hygiène et de sécurité ;
- La souscription des contrats d'assurance ;
- La communication de toute nature (web, publicité, affichage, flyer..) ;
- Le paiement des taxes et impôts liés à l'exploitation ;
- Le respect des principes de continuité du service public, d'égalité des usagers, de neutralité et de laïcité.

Ces désignations de tâches ne sont pas exhaustives.

Le délégataire respectera les périodes d'ouverture fixées par la collectivité et les dates contractuelles des fermetures techniques réglementaires.

RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

☒ Conditions de participation : Habilitation

En application des articles R. 3123-16 et suivants du code de la commande publique, le candidat produit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14 du CCP. Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 du CCP, sont exacts.

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- Le pouvoir de la personne habilitée pour engager le candidat ;
- Ensemble des documents et renseignements rendant recevables la candidature (Fournir les déclarations, certificats) ;
- Extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait kbis de moins de 3 mois) ;
- Copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en liquidation judiciaire ;
- Attestation sur l'honneur indiquant que le candidat n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1 à L. 8221-5 du code du travail, à l'emploi d'étrangers sans titre de travail (tel que visé à l'article L. 8251-1 et L. 8221-8), au marchandage (article L. 8231-1 du code du travail), au prêt illicite de main d'œuvre (articles L. 8241-1 et L. 8241-2 du code du travail ou règles équivalentes pour les candidats non établis en France),
- **Attestation sur le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du Travail (pour rappel cette attestation constitue un des critères d'admission des candidatures en vertu du CGCT) ;**
- Attestation sur l'égalité de travail hommes femmes conformément aux obligations du code du travail ;
- Attestations afférentes attestant que le candidat a satisfait aux obligations sociales et fiscales (la validité des attestations sera vérifiée auprès des organismes) ;
- Attestations d'assurance en responsabilité civile et professionnelle en cours de validité.

D'une manière générale, le candidat satisfera à des attestations sur l'honneur dûment datées et signées appuyées par des attestations des organismes concernés, le cas échéant.

En cas de groupement, chaque membre du groupement fournira l'intégralité des documents sollicités à l'appui de sa candidature. **Cette précision est notamment indispensable tant pour l'exploitant du service public que pour le prestataire d'entretien et maintenance.**

☑ Conditions de participation : Capacité économique et financière

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Les bilans, comptes de résultats et annexes des trois derniers exercices clos concernant l'ensemble de l'activité du candidat des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi et le domaine d'activité objet de la délégation de service public (ou équivalent pour les candidats étrangers) ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Une note de présentation du candidat ou du groupement (organigramme organisationnel) avec un rappel de la forme juridique, date de création, capital social et actionnaires ou associés principaux).

En cas de groupement, chaque membre du groupement fournira l'intégralité des documents sollicités à l'appui de sa candidature. Cette précision est notamment indispensable tant pour l'exploitant du service public que pour le prestataire d'entretien et maintenance.

☑ Conditions de participation : capacités techniques et professionnelles – Aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité de traitement des usagers

Les compétences indispensables à l'exécution du contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine Malestroit sont :

- **Compétences avérées en matière de gestion et d'exploitation de piscines publiques/centres aquatiques ou équipements équivalents ;**
- **Compétences techniques avérées en matière de prestations d'entretien, de maintenance préventive et curatives, et gros entretien renouvellement (GER).**

1) Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies, pour tous les membres du groupe le cas échéant :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
- Présentation d'une liste des services exécutés au cours des cinq dernières années en relation avec l'objet de la délégation de service public.

2) Le candidat, ou chaque membre du groupement, produira ses références (expériences professionnelles) dans le même domaine d'activité ou équivalent avec attestation et/ou coordonnées de la personne à contacter le cas échéant, des vérifications et des contrôles de références seront réalisés.

Il est nécessaire et indispensable que la candidature comprenne :

- Des compétences liées à l'exploitation déléguée du service public ;
- Et des capacités techniques nécessaires à l'entretien courant et la maintenance tant préventive que curative, au Gros Entretien Renouvellement, sans préjudice des garanties constructeur, d'ouvrage de type centre aquatique ou équivalent.

En cas de groupement, chaque membre du groupement fournira l'intégralité des documents sollicités à l'appui de sa candidature. **Cette précision est notamment indispensable tant pour l'exploitant du service public que pour le prestataire d'entretien et maintenance. L'absence de présentation et/ou de désignation de la compétence technique pour l'entretien et la maintenance conduira au rejet de la candidature.**

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1) Le nombre de candidatures admises n'est pas limité.

2) En application des articles R.3121-1 à R.3121-2 du CCP, la valeur du contrat de concession sur sa durée est estimée inférieure au seuil européen. La procédure est donc menée en application des articles R.3126-1 et suivants du CCP.

3) Supports de publication :

En application des articles R.3126-3 et R.3126-4 du CCP, l'avis de publicité est publié au Bulletin officiel des annonces des marchés publics (BOAMP).

4) Critères de sélection des candidatures :

Conformément à l'article L.1411-5 du CGCT, les critères pris en compte pour la sélection des candidats seront leurs garanties professionnelles et financières, leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail et leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, tels qu'attestés par les documents exigés par l'OBC à l'appui de leur candidature.

Les candidats pourront demander que soient également pris en compte les capacités professionnelles et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens entre ces opérateurs et eux. Dans ce cas, ils doivent justifier des capacités de ce ou ces opérateurs et produire à cette fin les mêmes documents concernant ces opérateurs que ceux qui leurs sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

L'appréciation des capacités professionnelles et financières d'un groupement est globale, il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences requises pour l'exécution des prestations.

Les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées sont admises à participer à la procédure dans les mêmes conditions que les sociétés existantes. Dans ce cas, les documents exigés à l'appui de leur candidature devront être fournis pour chacun de leurs associés. Si du fait de sa création récente, la société n'est pas en mesure de fournir l'ensemble des pièces demandées, elle est admise à prouver sa capacité technique, économique et financière par tout autre document équivalent approprié.

En application de l'article R. 3123-20 du CCP, l'OBC dispose de la faculté de régularisation des dossiers de candidature incomplets, c'est à dire ne comprenant pas toutes les pièces mentionnées dans le

présent avis permettant d'apprécier la capacité du candidat, seul ou en groupement. Dans le cas de l'exercice de cette faculté, ceux-ci pourront être déclarés recevables après réception des pièces manquantes dans le délai de trois (3) jours à compter de la demande de l'autorité concédante par voie électronique. Dans le même temps, les candidats qui ont satisfaits à la production des pièces demandées dans le présent avis seront invités à compléter leur candidature s'ils le souhaitent.

5) L'entier dossier de consultation sera remis aux seuls candidats admis à présenter une offre en application des critères de sélection des candidatures.

6) En application de l'article L.1411-5 I alinéa 2 du CGCT, les offres, qui seront présentées par les candidats admis à le faire, pourront être librement négociées avec un ou plusieurs soumissionnaires par l'autorité habilitée de l'OBC, après avis de la commission DSP et avant que l'assemblée délibérante autorise la signature du contrat.

7) Le dossier est entièrement rédigé en langue française.

8) La présence de pièces relatives à l'offre du candidat pourra entraîner l'irrecevabilité de sa candidature. Toute candidature réceptionnée par l'OBC après la date et l'heure limite de réception ne sera pas ouverte. La commission délégation de service public habilitée dressera la liste des candidats admis à le faire conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du CGCT en vigueur.

9) Les candidatures et les offres seront déposées exclusivement par voie électronique sur le profil acheteur de l'OBC mentionné dans l'AAPC. Les candidats pourront adresser par voie postale une copie de sauvegarde avant la date de remise des candidatures et des offres conformément aux dispositions des articles R. 3122-13 à R. 3122-18 du CCP ; Soit, sous pli scellé portant la mention lisible « copie de sauvegarde ». Celle-ci ne sera ouverte qu'en cas de malveillance du fichier informatique (programme virus, défaut d'ouverture) et dès lors qu'elle a été reçue dans les délais de remise des candidatures et des offres.

10) La participation à la présente consultation ne donne pas lieu à l'attribution d'une prime.